

Unité départementale de la Moselle  
4, rue François de Guise - CS 50551  
57009 Metz Cedex 01  
Tél : 03 54 44 02 80  
[ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr)

Metz, le 18 janvier 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/12/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SYDEME METHAVALOR**

1 rue Jacques Callot  
57600 Morsbach

Références : MORSBACH\_SYDEME-METHAVALOR\_2024-01-18\_RAPVI\_Echeances\_MChK\_25867.odt  
Code AIOT : 0006207916

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18 décembre 2023 dans l'établissement SYDEME METHAVALOR implanté Z.A Jacques Callot 57600 Morsbach. L'inspection a été annoncée le 1<sup>er</sup> décembre 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Suite à la visite du 13 décembre 2022, Le SYDEME METHAVALOR a été mis en demeure par arrêté préfectoral n° 2023-DCAT-BEPE-85 du 6 avril 2023 de respecter les prescriptions des articles 9, 10 et 13 de l'arrêté préfectoral n° 2017-DCAT-BEPE-213 du 18 octobre 2017 autorisant le syndicat mixte de transport et de traitement des déchets ménagers de Moselle Est (SYDEME) à épandre les digestats issus de son installation de méthanisation Methavalor située à Morsbach.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SYDEME METHAVALOR
- Z.A Jacques CALLOT 57600 Morsbach
- Code AIOT : 0006207916
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- épandage de digestats.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suivi des épandages	AP de Mise en Demeure du 06/04/2023, article 1	Sans objet
2	Cahier d'épandage	AP de Mise en Demeure du 06/04/2023, article 1	Sans objet
3	Communication avec les communes	AP de Mise en Demeure du 06/04/2023, article 1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a pris des actions correctives permettant de lever les non-conformités ayant fait l'objet de la mise en demeure du 6 avril 2023.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Suivi des épandages

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 06/04/2023, article 1 <sup>er</sup> (partiel), AP n°2017-DCAT-BEPE-213 du 18 octobre 2017, article 9 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, fréquence d'analyse
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2023-DCAT-BEPE-85 du 6 avril 2023 :</u> Le Syndicat Mixte de Transport et de Traitement des déchets ménagers de Moselle Est (SYDEME), implanté rue Jacques Callot Morsbach (57600), est mis en demeure pour l'exploitation de ses installations de méthanisation situées à Morsbach, de respecter les dispositions des articles 9 [...] de l'arrêté préfectoral n° 2017-DCAT-BEPE-213 en date du 18 octobre 2017 dans un délai de 1 mois.  <u>Article 9 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2017-DCAT-BEPE-213 du 18 octobre 2017 :</u> [...] L'exploitant effectue des analyses des digestats sur chaque lot préalablement aux opérations d'épandage. Elles portent sur les paramètres et les fréquences d'analyse détaillés dans le tableau ci-dessous : [Tableau non reproduit] Les méthodes d'échantillonnage et d'analyse des digestats sont conformes aux dispositions de l'annexe VII de l'arrêté du 02 février 1998 susvisé. [...]  <b>Constats :</b> Lors de la visite du 13 décembre 2022, l'exploitant a indiqué à l'inspection que les digestats liquides, seuls produits épandus, sont stockés en cuves et que chaque cuve compose un lot de digestat différent. Cependant, l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir l'analyse effectuée sur les paramètres aux fréquences définies par l'article 9 de l'arrêté préfectoral n° 2017-DCAT-BEPE-213 en date du 18 octobre 2017, pour l'ensemble des lots de l'année 2022 (absence d'analyses sur les cuves de stockage situées à Pontpierre).  Par arrêté préfectoral n°2023-DCAT-BEPE-85 du 6 avril 2023, l'exploitant a été mis en demeure de remédier à cette non-conformité pour les lots de 2023.  Lors de la visite du 18 décembre 2023, l'inspection a constaté que l'exploitant dispose des analyses de chaque lot de digestats pour l'année 2023, effectuées sur les paramètres cités dans l'arrêté d'autorisation et aux fréquences définies par l'article 9 de l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2017 susmentionné.  <b>Observations :</b> La prescription de l'article 1 <sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 6 avril 2023 susmentionné relatif à l'article 9 de l'arrêté préfectoral n° 2017-DCAT-BEPE-213 en date du 18 octobre 2017, est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Cahier d'épandage

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 06/04/2023, article 1 <sup>er</sup> (partiel), AP n°2017-DCAT-BEPE-213 du 18 octobre 2017, article 10 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Cahier d'épandage
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2023-DCAT-BEPE-85 du 6 avril 2023 :</u> Le Syndicat Mixte de Transport et de Traitement des déchets ménagers de Moselle Est (SYDEME), implanté rue Jacques Callot Morsbach (57600), est mis en demeure pour l'exploitation de ses installations de méthanisation situées à Morsbach, de respecter les dispositions des articles 10 [...] de l'arrêté préfectoral n° 2017-DCAT-BEPE-213 en date du 18 octobre 2017 dans un délai de 1 mois.

Article 10 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2017-DCAT-BEPE-213 du 18 octobre 2017 :  
[...] Un cahier d'épandage est constitué et régulièrement mis à jour. Il comporte les informations suivantes :

- les dates d'épandage ;
- les quantités de digestats épandus par unité culturale ;
- l'origine et la nature de la biomasse utilisée dans l'installation de méthanisation ;
- les parcelles réceptrices, leur surface et le type de culture pratiquée ;
- la liste des dépôts temporaires en bouts de champs (avec leurs localisations sur un plan) ;
- les conditions météorologiques lors de chaque épandage ;
- l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols (avec la localisation sur un plan et un géo référencement) avec les dates de prélèvement et de mesure ;
- l'ensemble des résultats d'analyses réalisées sur les digestats, avec les dates de prélèvement et de mesure ;
- l'identification des personnes physiques ou morales chargées des opérations d'épandage et d'analyse ;
- le matériel utilisé dans le cadre des opérations de transport et d'épandage des digestats ;
- les incidents éventuels.

Il est tenu à la disposition de l'Inspection et conservé pendant une durée minimale de 10 ans. [...]

**Constats :**

Lors de l'inspection du 13 décembre 2022, l'exploitant a présenté son cahier d'épandage pour l'année 2022, ce dernier ne comportait pas les informations suivantes :

- l'origine et la nature de la biomasse utilisée dans l'unité de méthanisation ;
- l'ensemble des analyses pratiquées sur les sols ;
- les résultats d'analyses pour les lots 3 et 4 de digestats liquides ;
- le matériel utilisé pour le transport et l'épandage ;
- la liste des dépôts temporaires en bouts de champs avec leurs localisations ;
- les incidents éventuels,

conformément à l'article 10 de l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2017 autorisant le syndicat mixte de transport et de traitement des déchets ménagers de Moselle Est (SYDEME) à épandre les digestats issus de son installation de méthanisation Methavalor située à Morsbach.

Par arrêté préfectoral n°2023-DCAT-BEPE-85 du 6 avril 2023 le SYDEME a été mis en demeure d'intégrer, sous un délai maximal d'un 1 mois à son cahier d'épandage les informations manquantes à compter de 2023.

Lors de la visite du 18 décembre 2023, l'exploitant a présenté son cahier d'épandage comportant l'ensemble des informations visées à l'article 10 de l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2017 susmentionné.

**Observations :**

La prescription de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 6 avril 2023 susmentionné, relatif à l'article 10 de l'arrêté préfectoral n° 2017-DCAT-BEPE-213 du 18 octobre 2017, est respectée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Communication avec les communes**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 06/04/2023, article 1<sup>er</sup> (partiel), AP n°2017-DCAT-BEPE-213 du 18 octobre 2017, article 13 (partiel)

**Thème(s) :** Risques chroniques, Cahier d'épandage

**Prescription contrôlée :**

Article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2023-DCAT-BEPE-85 du 6 avril 2023 :

Le Syndicat Mixte de Transport et de Traitement des déchets ménagers de Moselle Est (SYDEME), implanté rue Jacques Callot Morsbach (57600), est mis en demeure pour l'exploitation de ses installations de méthanisation situées à Morsbach, de respecter les dispositions des articles [...] 13 de l'arrêté préfectoral n° 2017-DCAT-BEPE-213 en date du 18 octobre 2017 dans un délai de 1 mois.

Article 13 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2017-DCAT-BEPE-213 du 18 octobre 2017 :

<p>Les programmes prévisionnels annuels et le bilan annuel des épandages sont envoyés sans délai aux communes concernées. Elles sont également informées des épandages prévus sur leur territoire avant leur réalisation. L'information précise les coordonnées d'une personne référente, représentant l'exploitant, pour recevoir les éventuels signalements d'épandages non conformes.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection du 13 décembre 2022, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées ne pas transmettre les programmes prévisionnels annuels des épandages aux communes concernées ainsi que le bilan annuel des épandages.</p> <p>Par arrêté préfectoral n°2023-DCAT-BEPE-85 du 6 avril 2023 le SYDEME a été mis en demeure d'envoyer sous un délai maximal d'un 1 mois aux communes concernées le programme prévisionnel annuel des épandages pour 2023 ainsi que le bilan annuel des épandages pour l'année 2022.</p> <p>Lors de la visite du 18 décembre 2023, l'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées les courriels envoyés aux différentes communes concernées par le plan d'épandage intégrant le programme prévisionnel d'épandage pour l'année 2023 ainsi que le bilan annuel d'épandage pour l'année 2022.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>La prescription de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 6 avril 2023 susmentionné, relatif à l'article 13 de l'arrêté préfectoral n° 2017-DCAT-BEPE-213 du 18 octobre 2017, est respectée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>